

|  |  |
| --- | --- |
|  | Dossier de demande  Avance  Remboursable  d’Urgence pour les Commerçants et les Artisans (ARUCA) |

# Demande d’avance remboursable d’urgence pour les commerçants et les artisans (ARUCA)

Le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté mène une politique en faveur de la création-reprise, de la transmission et du développement des TPE en se fixant pour objectif de :

‐ Favoriser la création et la reprise d’entreprises pérennes et le développement des Très Petites Entreprises.

‐ Accompagner le développement des Très Petites Entreprises artisanales, commerciales et de services sur des projets en croissance.

‐ Faciliter les projets d’investissement des Très Petites Entreprises artisanales, commerciales et de services.

Compte tenu de l’impact du mouvement des gilets jaunes sur l’activité des entreprises, le Conseil régional met à disposition des commerçants et des artisans ayant subi des difficultés de trésorerie consécutivement à ce mouvement, un dispositif d’aide d’urgence qui se traduit par une avance remboursable à taux 0 %.

**Nature de l’aide :**

* Financement de la trésorerie. Cette aide ne finance pas l’acquisition de matériel.
* Avance remboursable à taux 0 % d’un montant de 10 000 € maximum
* Durée de remboursement : 3 ans avec un différé de remboursement de 12 mois.
* Décaissement de l’aide dans les 3 mois maximum  après la date de notification de l’aide.

**Critères d’attribution de l’avance remboursable d’urgence :**

* Entreprises inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Registre des Métiers hors professions libérales dont le siège social est en Bourgogne-Franche-Comté ou dont l’activité concernée par la demande d’aide est implantée en Bourgogne-Franche-Comté.
* Entreprises de 20 ETP maximum à jour de leurs cotisations sociales et fiscales
* Entreprises ayant des fonds propres positifs et n’étant pas considérés comme entreprises en difficulté(définition de l’entreprise en difficulté à la fin du dossier).

**Procédure :**

Le dossier de demande est disponible sur la plateforme de demandes en ligne de la Région : <https://subventions.bourgognefranchecomte.fr/sub/login-tiers.sub> et doit être envoyé au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté à :

Madame la présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

4, square Castan

CS 51857 Besançon

La demande sera instruite par les services de la Région puis proposée au vote des élus régionaux.

La régie autonome ARDEA est chargée du déblocage de l’avance remboursable et du suivi du remboursement.

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR

* Nom et Prénom :
* Date et lieu de naissance :
* Adresse :
* Téléphone :
* E-Mail :

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’ENTREPRISE

* Raison sociale :
* Adresse postale :
* Téléphone :
* E-mail :
* Activité principale :
* Code NAF :
* Activité secondaire :
* N° SIRET :
* Date d’immatriculation
  + Répertoire des Métiers : …………………………………………..
  + Registre du Commerce et des Sociétés : …………………………
* Nombre d’Equivalent Temps Plein (ETP - définition à la fin du dossier) à la date de la demande : ……………….…………

### Forme juridique

* Entreprise Individuelle – E.IR.L
* Société en nom collectif
* S.A.R.L – E.U.R.L
* S.A – S.A.S.U – S.A.S
* Autre

Précisez :……………………………………………….

## DESCRIPTION DU BESOIN DE FINANCEMENT

### Description de l’impact du mouvement des gilets jaunes sur la trésorerie (joindre des pièces bancaires, comptables ou de gestion permettant d’étayer la description)

### Description du montant du besoin

### Montant du chiffre d’affaires N-1 et du chiffres d’affaires prévisionnel N (pour les entreprises de moins d’un an, uniquement le CA prévisionnel)

### Description de votre capacité à rembourser l’avance remboursable sollicitée (montant des trimestrialités et capacité à les rembourser sur la durée totale de l’aide)

### Aide éventuelle de votre partenaire bancaire (facilités de trésorerie…) et prêts en cours

## PIECES A JOINDRE AU DEPOT DE LA DEMANDE

|  |
| --- |
| Copie de la carte d’identité du demandeur |
| Tout document permettant de justifier des difficultés de trésorerie à partir du 17 novembre 2018 compte tenu du mouvement des gilets jaunes |
| Extrait d’immatriculation au Répertoire des Métiers ou K-Bis |
| Copie des statuts (si société) |
| Liste des dirigeants |
| Déclaration sur l’honneur des aides publiques (Etat, Région, …) sollicitées ou accordées (imprimé joint à compléter) |
| Copie des 3 derniers bilans, comptes de résultat, annexes et liasses fiscales. Si l’entreprise a moins de 3 ans ou n’est pas une société, copie des documents disponibles permettant d’analyser sa situation financière |
| Attestation sur l’honneur d’être en situation régulière à l’égard de la règlementation, notamment fiscale et sociale |
| RIB |

J’atteste sur l’honneur être à jour de mes obligations fiscales et sociales et de l’exactitude

des renseignements fournis.

Fait à , le

Signature :

Les informations recueillies font l’objet d’un traitement informatique destiné à des fins statistiques. Les destinataires des données sont les organismes habilités à l’instruction des avances remboursables. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d’un droit d’accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté ou à la Régie ARDEA.

***Définition d’une entreprise en difficulté :***

*- S'il s'agit d'une société à responsabilité limitée (autre qu'une PME en existence depuis moins de trois ans ou, aux fins de l'admissibilité au bénéfice des aides au financement des risques, une PME exerçant ses activités depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale et qui peut bénéficier d'investissements en faveur du financement des risques au terme du contrôle préalable effectué par l'intermédiaire financier sélectionné), lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves (et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société) conduit à un montant cumulé négatif qui excède la moitié du capital social souscrit. Aux fins de la présente disposition, on entend par «société à responsabilité limitée» notamment les types d'entreprises mentionnés à l'annexe I de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil (1) et le «capital social» comprend, le cas échéant, les primes d'émission,*

*- S’il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (autre qu'une PME en existence depuis moins de trois ans ou, aux fins de l'admissibilité au bénéfice des aides au financement des risques, une PME exerçant ses activités depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale et qui peut bénéficier d'investissements en faveur du financement des risques au terme du contrôle préalable effectué par l'intermédiaire financier sélectionné), lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées. Aux fins de la présente disposition, on entend par «société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société» en particulier les types de sociétés mentionnés à l'annexe II de la directive 2013/34/UE,*

*- Lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers,*

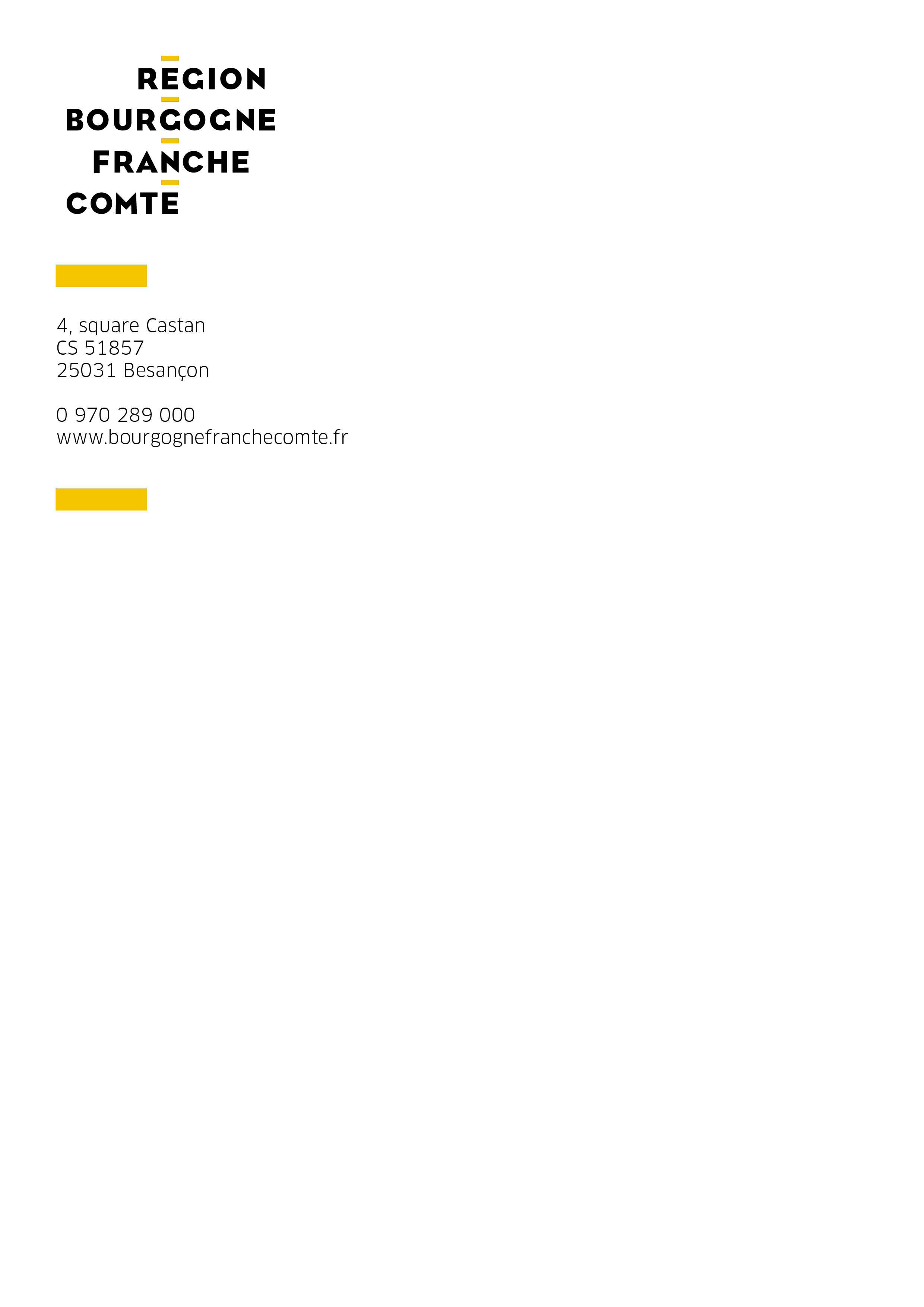
*- Lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide au sauvetage et n'a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie, ou a bénéficié d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration,*

*- Dans le cas d'une entreprise autre qu'une PME, lorsque depuis les deux exercices précédents:*

* *le ratio emprunts/capitaux propres de l'entreprise est supérieur à 7,5;*
* *le ratio de couverture des intérêts de l'entreprise, calculé sur la base de l'EBITDA, est inférieur à 1,0.*

***Définition d’Equivalent Temps Plein (ETP) :***

*Unité de mesure de la masse salariale qui consiste à rapporter le temps travaillé par chaque salarié au sein de l’entreprise à celui d’un salarié à temps plein. Ainsi, 1 salarié à mi-temps correspond à 0.5 ETP, 1 salarié à plein temps correspond à 1 ETP et ces deux salariés représentent 1.5 ETP.*



|  |  |
| --- | --- |
| **Organisme certifié ISO 9001-14001** |  |

Témis Center II

9 avenue des Montboucons

CS 1471 – 25008 Besançon Cedex

Tel. : 03 81 88 84 50

contact@ardeabfc.fr